



**– MARCHE PUBLIC de TRAVAUX –
Procédure Adaptée
en vertu des articles R.2123-1 – L.2123-1 et L1111-4
du Code de la Commande Publique**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Objet du marché

AMENAGEMENT AIRE DE BEACH SPORT

CREPS ANTILLES GUYANE
BP220 Route des Aymes
97182 Aymes CEDEX
contact@creps-pap.sports.gouv.fr
TEL: 0590 82 18 23

SOMMAIRE

1 - PREAMBULE.....	3
2 - PRESCRIPTION TECHNIQUES GENERALES.....	3
3 - DESCRIPTIF DES TRAVAUX.....	11
4 - TRAVAUX PREPARATOIRES.....	14
5 - TERRASSEMENTS.....	15
6 - AMENAGEMENTS DIVERS	16
7 - TERRAIN DE BEACH SPORT.....	17
8 - TRAVAUX DE FILETS	19
9 - EAUX PLUVIALES	20
10 - ECLAIRAGE PUBLIC	22
11 – LOCAL ET CARBETS	24
12 - LISTE DES DOCUMENTS UTILES	26

1 - PREAMBULE

1.1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Le présent projet a pour but d'effectuer les travaux d'aménagement d'une aire de jeu de BEACH SPORT au CREPS ANTILLES GUYANE situé sur la Route des Abymes, en Guadeloupe.

Cette aire sportive polyvalente permettra le développement des pratiques fédérales du Beach Volley et du Beach Tennis, ainsi que l'accueil d'équipes internationales et nationales dans ces deux disciplines. L'installation et le matériel doivent respecter le cahier des charges de la Fédération Française de Volley-Ball (FFVB), pour le Beach Volley, et de la Fédération Française de Tennis (FFT), pour le Beach Tennis, permettant l'homologation fédérale de niveau national.



2 - PRESCRIPTION TECHNIQUES GENERALES

GENERALITES

LE PRESENT CCTP N'EST PAS LIMITATIF ET COMPREND IMPLICITEMENT, L'ENSEMBLE DES TRAVAUX NECESSAIRES AU PARFAIT ACHEVEMENT DE L'OUVRAGE, SUIVANT LES REGLES DE L'ART, LES NORMES ET LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR AU MOMENT DE SA REALISATION. LE PRESENT C.C.T.P. FORME UN ENSEMBLE QUI NE PEUT ETRE DISSOCIE, CHAQUE ENTREPRENEUR DEVANT PRENDRE CONNAISSANCE DE LA TOTALITE DU DOSSIER. EN CONSEQUENCE, AUCUN ENTREPRENEUR D'UN CORPS DE METIER NE POURRA PRETENDRE IGNORER LES PRESTATIONS D'UNE ENTREPRISE D'UN AUTRE CORPS DE METIERS.

Les entreprises devront, comme étant compris dans leur forfait, sans exception ni réserves, tous travaux de leur profession indispensable à l'achèvement de l'ouvrage, quelle que soient les quantités qu'elles auront énoncées dans leurs offres.

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur (sécurité des personnes, acoustique, thermique ...), quand bien même, il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages. Les entreprises ne pourront se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas en devoir l'exécution.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présents CCTP en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales, etc. et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront suppléer aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du CCTP.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis-à-vis du Maître d'œuvre et des autres entrepreneurs. L'entrepreneur doit formuler des réserves dès lors que sa compétence lui permet de se rendre compte que les insuffisances présentées par les travaux effectués par les autres entrepreneurs peuvent avoir des conséquences dommageables concernant l'ouvrage qu'il est lui-même chargé d'exécuter. Les réserves doivent être formulées dans un délai permettant la reprise ou la modification des ouvrages dans le cadre normal du calendrier du chantier.

Les entreprises sont censées connaître parfaitement toutes les prestations de l'ensemble des autres corps d'état, il ne sera toléré aucune réclamation, ni accordé aucun supplément de prix, pour méconnaissances d'ouvrages communs à un ou plusieurs lots. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

Mission du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est titulaire d'une mission de maîtrise d'œuvre de base (sans plans d'exécution des ouvrages). La consultation est donc effectuée sur plans de principe. En aucun cas les plans fournis à la consultation ne peuvent être considérés comme des plans d'exécution bons pour le chantier.

Au stade de la réalisation, les entreprises fourniront les plans d'atelier et de chantier (PAC) et suivront les procédures d'approbation par le Bureau de Contrôle et la Maîtrise d'œuvre.

Etudes à charge de l'entreprise

L'entrepreneur aura à sa charge toutes les études d'exécution, d'atelier et de détail, nécessaires à la complète définition et exécution des travaux, à partir des plans guides transmis par la maîtrise d'œuvre.

L'Entrepreneur doit l'ensemble des études, des calculs et des plans d'exécution, d'ateliers et préfabrication nécessaires à l'exécution des travaux en respectant les dispositions du projet et les objectifs fixés par les pièces écrites et plans du présent marché.

Aucun plan n'est dû par la Maîtrise d'œuvre après la mise au point du marché.

L'Entrepreneur tient compte des contraintes réglementaires relatives à la stabilité au feu des ouvrages, à la résistance de l'ouvrage au séisme. Ces contraintes réglementaires sont complétées par les diverses prescriptions définies dans le présent C.C.T.P.

Toute variation d'une dimension devra donc faire l'objet d'une approbation du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur doit se conformer sans augmentation de prix, aux rectifications que le Maître d'œuvre et le Contrôleur Technique jugent utiles d'apporter aux plans, tant sur le plan technique qu'esthétique dans les limites des documents contractuels.

Plans d'Exécution – Gestion des documents d'étude établis par l'entreprise

- Plans normaux

Les notes de calculs doivent accompagner les plans d'exécution à l'échelle 1/50e.

Ces plans d'exécution doivent être cotés et comporter toutes les réservations, selon les réservations transmises par les entreprises de fluides.

En cas de modification, le plan doit faire l'objet d'une nouvelle diffusion avec un nouvel indice et la modification doit être clairement indiquée sur le plan. En fin de chantier, l'Entrepreneur doit la production de tous les plans de récolement, conformément au C.C.A.P.

- Plans d'éléments préfabriqués

La pose et l'exécution font l'objet de plans et documents suffisants pour définir entièrement les dispositions constructives à réaliser. Ils portent la marque commerciale du procédé et le nom du ou des centres de production.

Pour ce qui est lié à la conception et à la réalisation, doivent apparaître:

- les données figurant dans les Documents Particuliers de l'ouvrage (documents techniques dans les calculs) et utilisation dans les zones sismiques ;
- la définition des éléments avec leur repérage et leur implantation;
- les conditions de manutention et de levage;
- les conditions de stockage
- les conditions d'étalement éventuel,
- les conditions à respecter pour les appuis, ancrages, liaisons et continuités, notamment en ce qui concerne les armatures, qu'elles sortent en attente ou qu'elles soient à placer en œuvre ;
- et, d'une façon générale, toutes les indications que le présent texte oblige à faire figurer sur les documents de pose et d'exécution.

Tous les plans et documents d'études à établir par l'entrepreneur seront livrés (à la charge de l'entreprise) pour approbation :

- en 1 exemplaire tirage papier au bureau de contrôle,
- en 2 exemplaires tirages papier au maître d'œuvre d'exécution, chargé du visa de ces documents,
- en 1 exemplaire à toute entreprise de corps d'état secondaire ou de travaux extérieur qui en aura fait la demande.

A tout service public qui en ferait la demande, en autant d'exemplaires que nécessaire. Ceci vaut pour tous les indices successifs de chaque plan ou document.

L'entrepreneur établira et tiendra à jour continuellement la liste des plans et leur état d'approbation par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

Cette liste sera datée et diffusée au maître d'œuvre à chaque diffusion d'un nouveau plan(ou indice),et à chaque approbation d'un plan.

Un dossier complet des plans et documents d'études sera en outre présent en permanence sur le chantier.

Forme des documents d'étude de l'entreprise

Chaque plan, croquis ou document sera daté, numéroté et muni d'un cartouche indiquant clairement son auteur, et exécuté selon les normes suivantes :

-NFE04-500, NF E04-501, NF EN ISO5457, EN ISO7200, NF EN ISO 3098-0, NF EN ISO5455, NF EN ISO 9431 NFP02-003

-DTU21 (exécution des travaux en béton)

Qualification du Bureau d'Etudes de l'Entreprise

Pour la part des études qui lui est dévolue, l'entreprise fera appel, soit à son bureau d'études intégré, si elle en est pourvu, soit à un bureau d'études extérieur qui sera dans ce cas obligatoirement un sous-traitant déclaré, soit dans le cas de procédés soumis à des brevets, à ses fournisseurs de matériaux et produits manufacturés.

Un bureau d'études extérieur, devra, comme tout sous-traitant, obligatoirement être agréé par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage, et posséder les qualifications OPQIBI « ouvrages en zone sismique » et « ouvrages posant des problèmes particuliers de stabilité », en plus d'une expérience locale confirmée en matière de génie parasismique.

Ne sera considéré comme bureau d'études intégré qu'une structure pérenne composée de salariés de l'entreprise, et non pas de consultants ou travailleurs indépendants.

Les techniciens et membres de l'encadrement du chantier au sein de l'entreprise, ne peuvent faire office de bureau d'études intégré, sauf pour la production des PAC.

Comme toute autre prestation de l'entreprise, les études seront conduites selon les normes et règlements mentionnés comme contractuels.

Procédure d'approbation des plans établis par l'Entreprise

Tout document établi par l'entreprise devra être approuvé par le maître d'œuvre d'exécution et le bureau de contrôle avant de servir au chantier. Aucun travail ne pourra être entrepris sur le chantier sans approbation explicite des plans correspondants, sous peine de démolition.

Ces approbations seront notifiées par écrit, dans un délai d'au maximum 14 jours francs après réception des plans. Ce délai sera allongé des jours fériés pouvant survenir dans cette période.

En cas de difficulté à réunir des documents ou informations nécessaires à l'approbation, le maître d'œuvre ou le bureau de contrôle pourront, ponctuellement, et sur simple notification écrite, demander un allongement du délai d'approbation. Les conséquences sur un allongement du délai d'exécution devront alors immédiatement être signalées par l'entreprise, et le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage décideront alors des dispositions à prendre.

En l'absence d'avis dans le délai prévu, l'entrepreneur pourra faire parvenir un rappel écrit au maître d'œuvre ou au bureau de contrôle. L'absence de réponse sous 3 jours francs (augmenté des jours fériés éventuels) à ce rappel, vaudra approbation tacite des documents et plans incriminés.

L'approbation du maître d'œuvre ne concerne que la conformité des études, établies par l'entreprise, par comparaison au marché, au projet, à la définition des prestations, des descriptifs et du fonctionnement futur de l'ouvrage ou des impératifs du maître d'ouvrage. Elle ne substitue en aucun cas la responsabilité du maître d'œuvre à celle de l'entreprise.

Selon le Droit de la Construction et la Jurisprudence, l'entrepreneur est réputé "homme de l'art", et par conséquent il endosse ou partage la responsabilité de tout ouvrage construit en méconnaissance des normes et règlements.

En particulier, le fait pour les Entrepreneurs d'exécuter sans en rien changer les prescriptions de tous documents techniques même approuvés, n'atténue en rien leur pleine responsabilité de constructeurs.

Les conséquences de la signification à l'entrepreneur de la non-approbation de documents d'étude lui seront entièrement imputées.

Echantillons, locaux et ouvrages témoins

Avant toute commande, l'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, les échantillons des appareils et matériaux qu'il compte utiliser conformément au cahier des charges.

Il sera loisible de proposer, en variante toutes marques d'appareils et matériaux de qualité au moins équivalente, en joignant à la proposition les références, caractéristiques, et toutes garanties d'essais et d'homologations, ainsi que les incidences qu'entraîneraient leurs utilisations sur les autres corps de métiers. A défaut de l'assentiment du maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, l'entrepreneur sera tenu

- Soit de placer les appareils et matériaux prévus en projet de base,
- Soit de faire modifier, à ses frais, les ouvrages nécessaires résultant de modifications apportées par ses soins.

Pour la présentation, l'entrepreneur établira un dossier technique donnant la liste de tous les produits qu'il compte mettre en œuvre avec Avis technique, PV d'essais et de classement, les gammes de coloris. A partir de ce dossier, une liste d'échantillon sera établie en vue de présenter les produits.

Les échantillons seront étiquetés et conservés au bureau de chantier, ils seront rendus à l'entreprise en fin de travaux.

Les frais correspondants à ces dépenses sont réputés inclus dans les propositions des entreprises.

L'entrepreneur doit présenter les locaux ou ouvrages témoins dans le cadre des délais fixés au planning général.

Tous les ouvrages présentés à titre de témoin sont remis en conformité avec les prestations retenues et en parfait état au moment de la réception ou démolis aux frais de l'entrepreneur.

2.0 - EXIGENCES DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Avec la réalisation de ce projet, le CREPS entend répondre aux exigences de développement durable ainsi qu'aux évolutions sportives à venir. Ainsi, l'équipement devra tenir compte d'un monde de plus en plus ouvert et interconnecté. Il devra également être plus économe en consommation d'énergie, utiliser des matériaux de qualité, sain et respectueux de l'environnement. Le projet proposera une réflexion éco responsable ou une certification ou un label lié au développement durable. L'entrepreneur fournira un Schéma Organisationnel d'un Plan Assurance Qualité SOPAQ et un Schéma Organisationnel d'un Plan Assurance Environnement SOPAE. Ces schémas comporteront les dispositions suivantes et autres :

- Détails sur la hauteur de l'équipement garantissant la non dispersion du sable hors de l'aire de jeu,
- Fiche technique de la qualité du sable conforme à la réglementation de la ligue et environnementale en vigueur et notamment l'autorisation de son utilisation.

2.1 - CONFORMITÉ AUX NORMES

D'une façon générale, l'exécution des travaux et les conditions de réception seront conformes aux règlements en vigueur un mois avant la remise de la soumission, et en particulier aux D.T.U., Code du Travail, Normes Françaises, documents du SETRA, fascicules du C.C.T.G., aux recommandations professionnelles, et aux normes et aux cahiers des charges FIVB et FFVB.

Toutes les aires de jeu doivent répondre aux exigences de sécurité définies par normes européennes relatives aux aires collectives de jeu et à leurs équipements, soit:

La norme EN 1176 "**équipements aires de jeu**".

La NF EN 1176-1 "**exigence de sécurité et méthodes d'essai générales**".

Et aussi la norme EN 1177 "**revêtement de surface d'aires de jeu absorbant l'impact**".

L'aire de jeu devra être accessible à tous les usagers et notamment aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) conformément à la loi du 11 février 2005.

Les marchés de travaux sont des marchés de travaux conformes à la norme NF03-001. Ils devront respecter également :

- C.C.T.G.
- Cahiers des charges DTU et les règles DTU, ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs aux erratums.
- Cahier des prescriptions Provisoires ou Techniques isolées éditées par le CSTB, ayant valeur de cahier Charges DTU.
- Les Normes Françaises de l'AFNOR.
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du bâtiment (REEF).
- Règles professionnelles et Avis techniques du CSTB.
- Règles « Antilles » établies par les bureaux de contrôle et le Bureau VERITAS.
- Code de la Construction et de l'Habitat du 23 février 2014. Réglementation relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
- Réglementation thermique Guadeloupe RTG.
- Réglementation accessibilité PMR.
- Les calculs de structure seront conformes aux :
 - Règles BAEL et Eurocodes EC8 EC1
 - Règles en vigueur relatives aux constructions dans les régions assujetties aux séismes
 - Règles en vigueur définissant les effets du vent sur les constructions
- Les lois, arrêtés, décrets, relatifs à la protection des bâtiments contre l'incendie, à l'isolation phonique et thermique, sanitaires, etc...

Selon la dernière liste donnée par Décret paru au Journal Officiel.

La liste de textes indiqués ci-après ne revêt aucun critère exhaustif, elle est simplement un rappel des principaux textes de référence.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir de l'omission d'un texte réglementaire pour prétendre s'y soustraire. Il est en effet censé connaître l'ensemble de la réglementation en vigueur.

2.2 - CONNAISSANCE DES LIEUX

Chacune des entreprises, est réputée avant la remise de son offre :

Après avoir pris connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution de ces travaux,

Avoir apprécié toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités,

Avoir procédé à une visite détaillée du terrain et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier,

Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les documents utiles et le CCTP, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourée de tous les renseignements complémentaires éventuels près des concepteurs et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.

L'entrepreneur peut utiliser les voies de circulation et d'accès qui auraient été construites préalablement aux travaux. Il devra en assurer l'entretien permanent et faire procéder, le cas échéant, à leur réfection en fin de chantier par une entreprise qualifiée, et ce à ses frais.

L'entrepreneur tiendra compte de la présence éventuelle de canalisations, câbles, lignes souterraines existantes, tout type de réseau dans l'emprise du terrain.

L'entrepreneur devra, dans les cinq jours suivant la date de début des travaux, produire une déclaration d'intention de travaux auprès des différents concessionnaires de réseaux.

L'entrepreneur est réputé avoir visité et pris parfaite connaissance de l'état du terrain, de l'environnement et des accès.

L'entrepreneur fera faire à ses frais un constat d'huissier se rapportant à l'état des constructions avoisinantes existantes, des plantations, etc.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter les nuisances trop importantes pour l'environnement.

L'entrepreneur prendra donc les assurances nécessaires pour l'indemnisation des troubles de voisinage.

2.3 – SÉCURITÉ

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour assurer la sécurité du personnel sur chantier (décret du 8 Janvier 1965 et textes d'application).

Toutes précautions seront également prises pour assurer la sécurité et la protection des tiers, celle des élèves, des visiteurs et des riverains. L'entrepreneur devra, conformément aux règlements de police, procéder à l'éclairage des lieux dangereux et à la mise en place des garde-corps de protection. Le balisage de la zone est obligatoire.

Les étalements, blindages, renforcements, la signalisation et toutes les mesures nécessaires seront prises en considérant également les variations de leur état physique sous l'action des Intempéries.

2-4 - ACCÈS ET ENVIRONNEMENT

Pendant toute la durée des travaux du chantier, l'entrepreneur doit prendre toutes précautions nécessaires pour ne pas détériorer ou perturber l'environnement extérieur à la zone prescrite par le représentant de la Maîtrise d'Ouvrage. En particulier, il assurera la protection des terrains, des murs, de clôture et constructions avoisinantes. Il doit prendre également toutes les dispositions nécessaires pour ne pas perturber la circulation ou détériorer les voies, les voiries et les réseaux d'alimentation existants. Il prendra toutes les dispositions pour canaliser les eaux pluviales vers des exutoires naturels hors de l'emprise des travaux.

2-5 - RÉCEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux sera prononcée à l'achèvement complet des travaux. L'état de propreté du terrain sera vérifié. L'aire de Beach sport devra être en parfait état de fonctionnement au moment de la réception des prestations.

L'Entrepreneur s'engage à livrer un équipement conforme aux normes en vigueur imposées pour l'utilisation qui en sera faite.

Le candidat doit fournir dès la fin de l'installation de l'aire de beach un certificat de conformité.

La réception devra être demandée à la Maîtrise d'Ouvrage par lettre recommandée, accompagnée des plans de récolement et procès-verbaux de contrôle et d'essais. Les tolérances sont celles indiquées aux D.T.U.

L'attention est attirée sur le fait que la réception ne saurait être prononcée en l'absence des justificatifs suivants :

- Fiches des matériaux employés,
- Les résultats des essais et contrôles,
- Les plans de récolement des implantations

Ces plans seront établis sous fichiers en format DWG pour AUTOCAD, selon cahier des charges fourni par le maître d'œuvre

2.6 - DOSSIER DE RÉCOLEMENT

L'entrepreneur fournira un dossier de récolement sur reproductible et 3 tirages soigneusement mis à Jour en format papier et 1 exemplaire en format numérique (dwg, pdf, ...). Tous les ouvrages exécutés par l'entreprise y seront mentionnés et cotés. Le plan de récolement des voiries sera établi par un géomètre agréé. En cas de fourniture d'appareils et matériels, la marque, le type, les caractéristiques, l'adresse des fournisseurs ainsi que les notices d'entretien et de fonctionnement seront jointes au dossier.

2.7- MISE AU COURANT DU PERSONNEL D'EXPLOITATION

L'entreprise doit assurer la mise au courant du personnel d'exploitation et fournir la nomenclature des pièces de rechange.

2.8- DOMMAGE

Tous les dommages et leurs conséquences seront intégralement supportés par l'entrepreneur en cas de mauvaise exécution.

2.9- PRIX

Le prix global et forfaitaire est basé sur l'ensemble des dispositions indiquées dans les pièces écrites et dessinées.

En cas de modification, des attachements seront pris et soumis préalablement à tout début d'exécution à l'accord du Maître d'Ouvrage. En cas de fractionnement des travaux dû à des sujétions normalement prévisibles, il ne sera dû aucune plus-value.

2.10 - PROJET D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Le projet d'exécution des ouvrages est soumis à validation du maître d'œuvre.

Si l'Entreprise propose une variante au Plan Exécution Ouvrage (PEO), elle présentera un dossier comportant le plan d'exécution et les notes de calcul à l'approbation du Maître d'Œuvre.

L'Entreprise ne pourra mettre en exécution les variantes sans l'approbation écrite du Maître d'Ouvrage.

2.11- CONSISTANCE DU FORFAIT (APPLICABLE A TOUS LES LOTS)

Les démarches administratives telles que :

- Les formalités pour la fourniture de l'eau provisoire et définitive, du téléphone et de l'électricité nécessaire pour les besoins du chantier près des services concernés.
Ces frais seront répartis au moment de l'épuration des comptes définitifs, au prorata des travaux pour chacune des entreprises.
- L'implantation de ses ouvrages, la permanence des repères topographiques.
- L'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires, également si l'intervention de l'Entreprise est fractionnée en plusieurs phases.
- La création et l'entretien de l'accès au chantier.
- Les épaissements, compris le matériel nécessaire.
- Les essais de contrôle des matériaux et ouvrages.
- Les ouvrages de protection contre les intempéries et la réparation des dégâts.
- L'entretien des existants et des déjà exécutés par les autres entreprises.
- Le maintien en bon état, durant les travaux, des chemins existants.
- Les frais de reproduction de marché, plans et documents.

- Les plans de récolement.

Voirie - Ouvrages Divers

L'entrepreneur se chargera de prendre contact avec les services Techniques du CREPS ANTILLES GUYANE et le cas échéant de la Ville des Abymes, afin d'obtenir les autorisations nécessaires pour engager les travaux à proximité des voies existantes.

Alimentation EDF, TELEPHONE et EAU

L'entrepreneur se chargera de prendre contact et d'obtenir les autorisations nécessaires des services concernés pour les travaux à proximité des réseaux EDF, TELECOM et EAU. Pendant toute la durée du chantier, il devra assurer la continuité du fonctionnement de toutes les alimentations.

L'Entreprise doit présenter le Plan Exécution Ouvrage (P.E.O.) et le planning d'exécution des ouvrages aux concessionnaires des réseaux et obtenir leur approbation.

Il pourra, pour ces démarches, demander l'appui technique du concepteur. Les approbations seront obtenues avant tout début d'exécution des travaux.

Le réseau d'eau potable sera soumis également au Service de la Protection Civile pour approbation de la Défense Incendie.

Les travaux comprennent toutes les sujétions de raccords aux réseaux primaires, selon les directives du Concessionnaire concerné et/ou des Services Techniques du CREPS ANTILLES GUYANE.

Assainissement

L'entrepreneur devra assurer à tout moment la continuité des évacuations des eaux pluviales et eaux usées et doit assurer également le rejet aux réseaux communaux ou exutoires existants.

Il devra présenter le P.E.O. et le planning d'exécution des ouvrages aux responsables des services de gestion des réseaux et obtenir leur approbation. L'Entrepreneur pourra, pour ces démarches, demander l'appui technique du concepteur. Les approbations seront obtenues avant tout début d'exécution des travaux.

Prise en possession du terrain

L'entrepreneur devra prendre possession du terrain dans l'état où il le trouve, étant entendu qu'il l'a examiné, avant de remettre sa soumission, et fait toutes les réserves qu'il juge utile à cette occasion. L'entrepreneur doit vérifier avant de commencer les travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc.).

Il devra toutes les protections nécessaires et devra la réparation intégrale à tout dommage.

Il devra avoir l'accord des services municipaux et des autorités concernés pour tout travail bordure de la voie publique. Un constat des existants sera dressé par huissier aux frais et à l'initiative de l'entrepreneur. Il sera accompagné des photos nécessaires.

3 - DESCRIPTIF DES TRAVAUX

3-1 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES

a. Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs,
- la nature des matériaux constituant les existants,

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux du présent lot, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- Avoir visité les lieux,
- Avoir pris parfaite connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées,
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structures,
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires.

Les entrepreneurs pourront, lors de cette reconnaissance, effectuer tous les essais sur existants qu'ils jugeront utiles.

Protection et sauvegarde des existants

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration en place, etc.

Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

b. Evacuation

SORTIE ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS

Tous les travaux prévus au descriptif ci-après comprennent le ramassage, la descente ou montée et la sortie hors de la construction, de tous les matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis, définis au mémoire inclus suggestion.

Ils comprennent également sauf spécifications contraires explicites, l'enlèvement hors du chantier, comprenant : chargement par tous moyens et enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Lieu de dépôt à proposer par l'entrepreneur au Maître d'Ouvrage, à toute distance, tous droits de décharge ou autres étant à la charge de l'entrepreneur.

Le chantier disposera pendant la durée du chantier, un accès possible à ce lieu de dépôt.

3-2 - SPECIFICATIONS PARTICULIERES

a. Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers, applicables en matière de construction et de démolition.

Toutes mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas, la sécurité des tiers et des biens.

b. Conditions particulières aux travaux

Le chantier ne sera ouvert qu'après autorisation régulière délivrée par les services compétents. L'entrepreneur devra respecter les heures d'ouverture du chantier qui lui auront été notifiées, ainsi que l'application des règles particulières pour des horaires hors de la journée normale du secteur BTP. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité des résidents et du voisinage. En tout état de cause, l'entrepreneur sera tenu de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement lui être imposées en cours de chantier.

c. Bruits de chantier

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré. A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix des marchés.

d. Salissures du domaine public et de l'enceinte de l'établissement

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, etc., du domaine public et de l'enceinte de l'établissement devront toujours être maintenues en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

e. Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur titulaire du marché demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou par sa méthode, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également rendu responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux. L'entrepreneur devra prévoir tout échafaudage, planchers et barrières de garantie, garde gravois, etc., ainsi que tous étalements, étré sillonnements, etc., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux. Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier.

Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions.

Il est bien entendu que l'entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

f. Sauvegarde des constructions existantes à proximité

Les travaux sont à réaliser à proximité de constructions existantes. En conséquence, l'entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes dispositions et toutes les précautions pour garantir et sauvegarder dans leur état actuel ces constructions existantes pouvant subir du fait de ses travaux, directement ou indirectement, des dommages ou des désordres.

g. Utilisation des gros engins

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas :

- Causer des vibrations d'une ampleur telle qu'elles seraient perceptibles dans les bâtiments existants,
- Entraîner par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils, aux constructions existantes.

h. Coupures de branchements

Il appartiendra à l'entrepreneur de prendre contact en temps voulu avec les services techniques concernés pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les démontages ou coupures des branchements eau, électricité, téléphone ou autres.

4 - TRAVAUX PREPARATOIRES

L'installation et le repliement de chantier sont à la charge de l'entreprise et comprend les prestations décrites ci-dessous :

4.1 - CANTONNEMENTS - BUREAUX DE CHANTIER

Les réfectoires, vestiaires, sanitaires, devront être conçus pour accueillir un effectif compris entre 10 et 25 personnes conformément aux décrets :

- du 08 Janvier 1965 modifié par décret du 06 Mai 1995
- du 1er Octobre 1987

L'entreprise titulaire devra proposer un plan d'installation de chantier à la Maîtrise d'Œuvre et au Coordonnateur SPS. Ce plan d'installation de chantier comprendra :

- les accès au chantier (véhicules de livraison et piétons),
- l'implantation de la base vie,
- le parking réservé au stationnement des véhicules particuliers,
- l'emplacement des zones de stationnement pour les véhicules des entreprises sur le chantier,
- la localisation des bureaux de chantier.

L'entreprise complètera ce plan d'installation de chantier à l'avancement des travaux, en précisant notamment :

- l'implantation des voies de circulations intérieures,
- l'implantation des zones de chargement et de déchargement,
- l'implantation des zones de stockage,
- les modifications envisagées par rapport aux éléments de base.

4.2 - ATELIERS DE STOCKAGE – MAGASINS

Les magasins (s'il y en avait) seront réalisés par les entreprises en accord avec le Maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS. Ils pourront être déplacés suivant l'avancement du chantier. Ils devront impérativement être séparés de la base vie.

4.3 - ELECTRICITE DE CHANTIER

La mise à disposition de la puissance électrique nécessaire aux besoins du chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du lot.

4.4 - EAU

La mise à disposition de l'alimentation en eau nécessaire aux besoins du chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du lot. La consommation sera décomptée suivant le compte prorata.

4.5 - ALIMENTATION ELECTRIQUE DES LOCAUX RESERVES AU PERSONNEL

Les branchements provisoires, les compteurs et grilles de dérivation correspondants seront à la charge de l'entreprise.

L'alimentation électrique des circulations intérieures et extérieures et des locaux destinés au personnel sera effectuée par l'entreprise (prises de courants et interrupteurs compris).

Ces travaux d'alimentation électrique devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur.

4.6 - SIGNALISATION DE CHANTIER

Les signalisations intérieures et extérieures seront à la charge des entreprises et réalisées par tous panneaux et matériels réglementaires aux dispositions légales.

De nuit comme de jour, la signalisation devra être suffisante pour éviter tout accident aux alentours du chantier.

L'entreprise titulaire du lot aura à sa charge :

- un panneau d'affichage dans le bureau de chantier, destiné à recevoir de chaque entreprise, l'affichage des noms et qualités des ouvriers appelés à intervenir sur le chantier, ainsi que les horaires de travail,
- la signalisation des accès des véhicules et des zones de chargement et de déchargement.
- le balisage des aires de sécurité,
- les panneaux de consigne obligatoires,
- l'affichage dans le bureau de chantier, à proximité du téléphone, des numéros d'urgence (Police, Pompiers, SAMU, Hôpitaux, Médecins, Pharmacie, etc.) et des organismes de prévention des accidents de travail (Inspection du Travail, CRAM),
- les panneaux imposant le port de protections individuelles (casque de chantier et chaussures de sécurité),
- les panneaux interdisant l'accès du chantier à toute personne non autorisée,
- le balisage des accès (Danger - Travaux - Ralentir - Circulation d'engins - etc.).
- la mise en place du panneau de chantier sur rue, sera à la charge du lot.

A chaque départ de chantier hebdomadaire, l'entreprise devra sécuriser et baliser le chantier.

L'entreprise aura aussi à sa charge, au titre du présent article l'ensemble des implantations selon le plan fourni par la maîtrise d'œuvre de tous les ouvrages devant être exécutés dans cette zone.

5 - TERRASSEMENTS

5.1 –DECAPAGE DU TERRAIN NATUREL

Le décapage sur une hauteur moyenne de 20cm, sur l'emprise des zones à construire ou aménager. L'épaisseur ci dessus correspond à la constitution du sol permettant d'obtenir l'altitude recherchée des ouvrages. Elle devra être vérifiée lors des travaux soumise à validation du Maître d'Œuvre. Seule la partie réellement végétalisée du décapage sera stockée.

Le stockage en dépôt soigneusement taluté et accumulé sur l'aire minimale compatible avec la tenue des talus sur les emplacements désignés par le Maître d'Œuvre. L'entrepreneur est responsable de la préservation de la terre stockée. Il devra sa protection jusqu'à son épandage sur les espaces verts, en fin de chantier. Le reste de ce produit de stockage sera évacué à la décharge autorisée.

5.2 –TRAVAUX DE FINITION (REGALAGE DE TERRE VEGETALE)

Ce prix rémunère forfaitairement le nettoyage et la mise en place sur 10cm de terres végétales aux endroits désignés.

5.3 –TRAVAUX DE DERACINEMENT DES ARBRES

Ce prix rémunère forfaitairement le retrait des arbres, de végétaux et de déchets, le curage de déracinement et la mise en place de terres végétales impactant la mise en œuvre de l'ouvrage.

6 - AMENAGEMENTS DIVERS

6.1- BETON ARME POUR LONGRINE PERIPHERIQUE OU MASSIFS BETON

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et la mise en œuvre de béton B25 NF soigneusement vibré comprenant :

- l'implantation des ouvrages, les fouilles.
- le nivellement de la surface, le coffrage,
- la fourniture et la mise en œuvre des aciers,
- le calage des armatures, la réalisation des joints,
- la fourniture et la mise en place de béton B25 NF,
- le drain, l'étanchéité et les évacuations,
- le décoffrage, les ragréages.

6.2- REBORD STOP SABLE

L'aire de jeu doit être close pour empêcher tout déversement de sable en dehors de l'aire de jeu, le dispositif peut être de type béton, en toile, en acier traité ou en bois d'une hauteur de 25 à 45cm. Selon la solution proposée par l'entrepreneur, des bordures avec épaulement seront à prévoir pour consolider la réalisation. Ce prix rémunère la fourniture et la pose d'un rebord en béton, en toile, en acier traité ou en bois d'une hauteur de 25 à 45cm.

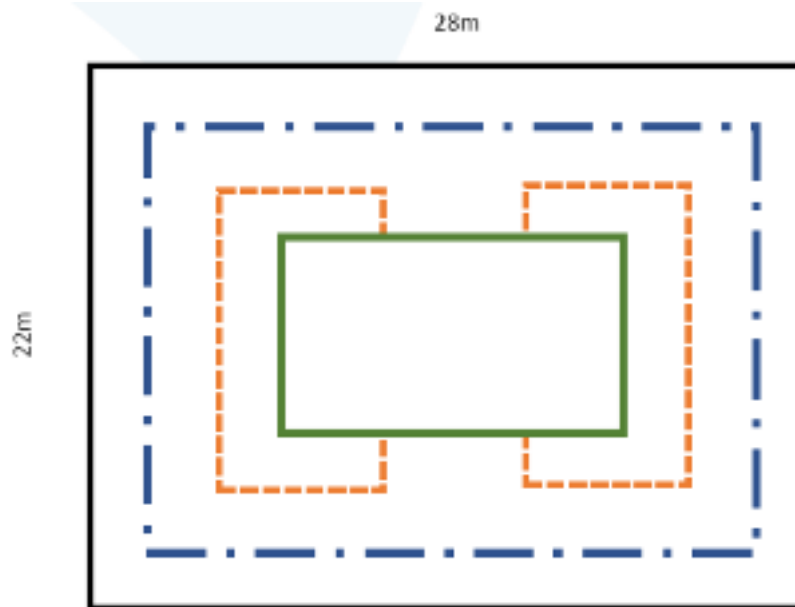
6.3- LIGNES DE JEU

Le terrain est délimité par deux lignes de côté et deux lignes de fond de court. Toutes les lignes sont larges de 5 à 8cm et sont d'une **couleur contrastante** avec celle du sable et/ou de matériau mou. Ce prix rémunère la fourniture et la pose des lignes de jeu de 5 à 8cm.

7 - TERRAIN DE BEACH SPORT

7.1 – DISPOSITION DE L'AIRE DE BEACH SPORT

L'aire de jeu comprend un terrain et une zone libre. Le terrain de jeu est un rectangle de 8x16m (cf schéma ci-dessous : rectangle de couleur verte et orange) entouré d'une zone libre d'au moins 3m (cf schéma ci-dessous : rectangle de couleur bleue) et disposant d'un espace libre de 5m au moins, à partir du sol. La dimension totale d'aire de jeu de 22x28m comme l'exemple ci-dessous (voir annexe Cahier des charges Beach volley de FF Volley):



La surface de l'aire sera horizontale aplanie et composée de sable uniforme. La couche de sable d'un minimum de 40cm d'épaisseur et marquée par deux lignes de côté et deux lignes de fond, placées dans les limites du terrain. Toutes les lignes sont larges de 5 à 8cm et sont d'une **couleur contrastante** avec celle du sable et/ou de matériau mou. Il n'y a pas de ligne centrale. L'aire de jeu doit être close pour empêcher tout déversement de sable en dehors de l'aire de jeu, le dispositif peut être de type béton, en toile, en acier traité ou en bois d'une hauteur de 25 à 45cm. Selon la solution proposée par l'entrepreneur, des bordures avec épaulement seront à prévoir pour consolider la réalisation (rappel partie 6.2).

7.2 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

Les opérations de piquetage sont effectuées contrairement avec le Maître d'Œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire. Le coût du piquetage est compris dans les prix du contrat. L'implantation sera réalisée par un professionnel habilité. Un levé topographique sera à rédiger pour diffusion.

Le piquetage général n'a pas encore été effectué. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG Travaux.

7.3 - MISE EN PLACE D'UN GEOTEXTILE

Ce prix rémunère au mètre carré, la fourniture et la pose d'un géotextile certifié ASQUAL non tissé aiguilleté de filament continu 100% polypropylène conforme aux normes ci après :

- NF en ISO 10319 SP & ST
- NF EN 918

- NF G 38019
- NF EN ISO 11058 NF
- EN ISO 12956
- NF EN ISO 12958
- NF EN 965
- NF EN 964-1

Le géotextile devra présenter les propriétés suivantes :

- Résistance à la traction (deux sens) 16/16 kN/m
- Perforation dynamique 22 mm
- Résistance au poinçonnement statique 0,9 kN
- Masse surfacique k 200 g/m²

La pose du géotextile devra se faire en respectant rigoureusement les conditions de mise en œuvre définies par le fabricant et les règles professionnelles. Le recouvrement entre lacs sera au minimum de 0,50m.

7.4 – COUCHE DE PONCE POUR REPROFILAGE DU FOND DE FORME EP moy.:0.10m

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la mise en œuvre de ponce sur une épaisseur moyenne de 10 cm après compactage.

Le matériau sera soumis à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre.

Ne seront utilisés en remblai que les matériaux jugés aptes par le Maître d'Œuvre.

Le Maître d'Œuvre pourra, s'il le juge nécessaire, faire contrôler par le bureau d'étude des sols si le matériau utilisé est bien apte à la mise en remblai. Les frais liés à ces essais seront à la charge de l'entrepreneur.

En cas de non fourniture par l'entrepreneur des contrôles de compactage des remblais décrits ci-dessus, celui-ci devra faire procéder à ses frais à des essais au pénétromètre aux endroits choisis par le Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur peut proposer un équipement sportif d'altimétrie profonde ou «surélevé». La proposition sera soumise à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre.

7.5 – TRANSPORT, FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE SABLE POUR TERRAIN DE BEACH SPORT

Ce prix rémunère au mètre cube la fourniture et la mise en œuvre de sable sur une épaisseur minimale de **40 cm** répondant aux homologations fédérales FFVB et FFT en vigueur pour la pratique du Beach Volley et du Beach Tennis aux niveaux national et international.

La surface de pratique du Pôle Beach est de 8x16m, voir le cahier des charges de la Fédération Française de Volley-Ball (FFVB).

Les dimensions du bac retenant le sable seront soumises à l'agrément préalable du Maître d'Œuvre.

Le sable devra être nivelé et recouvrir toute l'aire de jeu de façon uniforme, pour éviter les entorses.

Le sable recommandé dans les aires de jeu par la Fédération de Beach Volley devra répondre aux exigences suivantes (voir le document en annexe : 2023 VW Beach Pro Tour Challenge Rider et tous les autres CCTP annexés).

Un **sable extra-siliceux avec une pureté en SiO₂>85% et une granulométrie entre 0.2 et 0.6mm** sera à privilégier. Il est attendu un sable qui dure en qualité dans le temps et qui ne chauffe pas, en particulier s'il est de couleur claire ou blanche.

L'entreprise titulaire, devra soumettre au Maître d'œuvre les caractéristiques du sable pour validation par des Fiches techniques de qualité et d'approvisionnement du sable, échantillon de sable et autres (liste non exhaustive). Ces caractéristiques devront prendre en compte les besoins du projet, le climat du site, le respect de l'environnement et autres.

L'entreprise titulaire, devra soumettre au Maître d'Œuvre un dispositif anti-dispersion du sable d'une hauteur minimale de 50cm en cas de vent fort ou autre.

7.6 – FOURNITURE DES EQUIPEMENTS ET MATERIELS D'ENTRETIEN QUOTIDIEN Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture des équipements sportifs, d'un engin de maintenance et matériel d'entretien quotidien et nécessaire à l'organisation de tournois.

Sont inclus, l'ensemble Beach Volley convertible en Beach Tennis homologué FIVB pour une capacité de 3 terrains de volley et 2 terrains de tennis tels que les 3 lignes de terrain, 2 scoreurs, 12 ballons, les poteaux, les filets et antennes, les embrases, les protections, les anneaux brisés, bobine de câbles, les ancrs de sable, et autres.

L'entreprise titulaire, devra soumettre une garantie des équipements sportifs et une prise en charge en cas de défaillance. L'ensemble des matériaux doivent être conformes aux normes en vigueur et les fiches techniques et des recommandations d'entretien (périodicité, produits, usages et autres) devront être jointes à l'offre du candidat.

L'entreprise titulaire, devra soumettre une fiche technique de l'engin de maintenance type motoculteur pour validation contenant les caractéristiques suivantes : prix, capacité, puissance, alimentation, entretien, fournisseur des pièces (godet, tamis, roues,...), vitesse d'entretien, garantie, permis,... et une profondeur minimale de nettoyage constante 20cm.

8 - TRAVAUX DE FILETS

8.1 - FOURNITURE ET POSE DE FILETS PARE-BALLON ET POTEAUX Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

Ce poste comprend la fourniture et mise en œuvre de filet pare-ballon de hauteur 2,00m et 4,00m y compris des protections diverses inclus des rampes d'accès.

Tous éléments présents en acier galvanisé auront une peinture anticorrosion. L'Entrepreneur devra une garantie de la peinture anticorrosion de 12 ans.

Présentation

Le filet pare-ballons, sera composé de poteaux et de barres en acier galvanisé et plastifié haute adhérence. Le filet du bas aura une hauteur hors sol de 2.00m et celui du dessus, aura une hauteur de 4,00m soit un total de **6,00m** de hauteur.

Description technique

Les Filets pare-ballon

Ces caractéristiques sont les suivantes :

- Le filet du bas aura une hauteur de 2.00m, sera en périphérie incluant filet anti-intrusion, de maille 45mm/5, imputrescible et en traitement anti UV,

- Le filet du haut aura une hauteur 4.00m, sera en périphérie incluant un brise-vent, de maille 145mm/2,5, imputrescible et en traitement anti UV,
- Le filet sera en polyéthylène HD,

Les poteaux

Ces caractéristiques sont les suivantes :

- Répondre à la norme NF EN 1271
- Le poteau aura une longueur comprise entre 2.00 m et 2.50 m.
- Le poteau sera installé à l'aide d'accessoires garantissant la tension du filet.
- Le poteau aura un diamètre de section 80mm.
- Des barres télescopiques seront incluses.
- Au moins 12 poteaux de hauteur minimale 5.00 m,
- L'entraxe poteau sera compris entre 2.00 m et 2.50 m pour le filet du bas.
- Le poteau sera en acier galvanisé plastifié Polyester, coloris soumis à validation.

Le candidat proposera une solution d'ancrage et de scellement garantissant la durabilité de ce dernier et évitant l'apparition de points durs.

Les options

L'Entrepreneur pourra proposer une partie basse avec grillage ou panneaux rigides afin d'éviter les intrusions.

8.2 - FOURNITURE ET POSE DE 2 PORTILLONS DE 1.00m A 1 VENTAIL Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et la pose de deux portillons pivotant manuels simples soumis préalablement à l'agrément du Maître d'Œuvre.

Il est prévu un habillage d'acier galvanisé en parties basses et un barreaudage simple en parties hautes. Ces portillons seront en thermo-laqué et de passage de 1,00 m x 2.00 m en hauteur de remplissage maille 50x50 mm. La couleur sera à proposer.

Le candidat proposera une solution d'ancrage et de scellement garantissant la durabilité de ce dernier et évitant l'apparition de points durs.

9 - EAUX PLUVIALES

Ce marché autorise la proposition d'équipement dite modulable, autoportant avec une solution de système drainant. Le cas échéant, il est attendu de l'Entrepreneur titulaire une proposition des aménagements conforme au système de drainage selon prescription de la fédération jointe au DCE. La récupération des eaux serait de préférence vers un raccordement au réseau EP existant.

MISE EN PLACE DE REGARD A GRILLE

Ce prix rémunère la fourniture et la pose de regard de visite sur canalisation établie selon les profondeurs qui seront validées, en éléments préfabriqués en béton armé à emboîtement à collet mis en œuvre in situ ou en béton armé B 25 coulé sur place, comprenant :

- Une chambre avec cunette égale au rayon de la canalisation, banquette et cheminée verticale
- L'assemblage des éléments préfabriqués devra garantir leur étanchéité
- L'étanchéité entre paroi de regard et canalisation sera réalisée au moyen d'un manchon de scellement en PVC sablé et sera la même que celle exigée entre canalisation
- Un compactage par couche successive
- La fourniture et la pose d'échelons en fonte ductile ou la fourniture d'une échelle en aluminium conforme aux prescriptions du concessionnaire concerné et d'une longueur supérieure à la hauteur du regard le plus profond.

- Un dispositif de fermeture en fonte ductile série 250 KN comprenant cadre et tampon étanche verrouillable ou grille.
- L'entrepreneur pourra être tenu de sceller des tampons provisoires durant la phase chantier.

FOURNITURE ET POSE DE CANALISATIONS PVC EN TRANCHEE

Les prix unitaires comprennent notamment :

- L'implantation des ouvrages,
- La fourniture à pied d'œuvre et la pose des canalisations en PVC en tranchée.

A chaque suspension ou arrêt de chantier, la dernière canalisation posée sera solidement tamponnée pour éviter toute introduction de corps étrangers.

La canalisation ne présentera pas de flèche notable et sera posée selon une pente régulière afin d'assurer la rectitude du fil d'eau et le parfait auto curage de la conduite.

Les joints mis en place sont du type à bague d'étanchéité en élastomère.

Avant emboîtement, les bagues et embouts mâles et femelles sont nettoyés et lubrifiés avec un produit dédicacé si nécessaire.

L'emboîtement par action d'un godet de pelle est interdit.

Après confection d'un joint, subsiste entre les extrémités des tuyaux adjacents, un jeu permettant les éventuels mouvements relatifs des canalisations. Les assemblages garantiront une parfaite étanchéité.

- La pose du grillage avertisseur réglementaire.
- Un compactage par couche successive.
- Les essais d'étanchéité de canalisation sur l'ensemble du réseau EP seront effectués à la charge et en présence de l'entrepreneur et les représentants du concessionnaire.

Ces essais s'effectueront sous la pression du regard amont plein d'eau, le plan d'eau dans le réseau devra rester rigoureusement immobile durant 2 heures, un obturateur assurant une étanchéité rigoureuse à l'aval.

Les joints non étanches seront remplacés.

- Le curage général du réseau avant essai général de celui-ci en présence du Maître d'œuvre et de l'entrepreneur.

L'essai porte sur les conditions d'écoulement et sur le fonctionnement des ouvrages. L'entrepreneur fournit le personnel, le matériel, l'eau nécessaire à tous les essais.

La réception des réseaux ne pourra intervenir qu'après accord du maître d'œuvre consécutif à ces essais de réseau.

CHAUSSETTE DRAINANTE

Ce prix rémunère au mètre linéaire la confection de drain dans terrain naturel pour récupération des eaux de ruissellement y compris raccordement sur les regards d'eau pluviales. La quantité et la mise en œuvre seront validées par le Maître d'œuvre.

Ce poste inclut la fourniture et la mise en œuvre de drain en PVC, le diamètre sera à valider par le Maître d'œuvre comprenant :

- La fourniture et la mise en œuvre du drain PVC diamètre à valider
- Le recouvrement total du drain par la membrane de type ENKADRAIN ou équivalent
- Le raccordement du drain PVC diamètre à valider sur la canalisation en PVC série CR4 de liaison entre le drain et le regard ou le caniveau d'eaux pluviales le plus proche.
- La mise en place de tout-venant en 20/40.
- Toutes sujétions de pose, raccordement.

DEMOLITION ET REFECTION DE TROTTOIR, CHAUSSEE OU MUR BETONNES POUR LE RACCORDEMENT DES RESEAUX

Ce prix rémunère forfaitairement la démolition de la structure de chaussée existante (béton ou enrobés) ainsi que sa remise en état après passage de la canalisation projetée ou pour un raccordement entre ouvrages existants et ouvrages projetés (tranches de travaux) comprenant :

- les frais de recherche des réseaux existants éventuels existants ainsi que leur protection.
- les fouilles, sciage du revêtement de chaussée et décapage de la couche fondation.
- La remise en état de la route ou du trottoir et toutes sujétions pour la remise d'une chaussée répondant aux règles de l'art.

RACCORDEMENT SUR RESEAUX EXISTANTS Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

Ce prix rémunère à l'unité la confection de raccordement sur le réseau existant comprenant :

- les frais de recherche du réseau existant
- les fouilles
- la réalisation du raccordement y compris percements, coupes, joints, remise en état du regard
- les essais nécessaires avant mise en service.
- La remise en état de la route ou du trottoir et toutes sujétions pour la réalisation d'un raccordement dans les règles de l'art.

10 - ECLAIRAGE PUBLIC

10.1 – DEMOLITION ET REFECTION DE TROTTOIR ET CHAUSSEE BETONNES POUR LE RACCORDEMENT DES RESEAUX

Ce prix rémunère forfaitairement la démolition de la structure de chaussée existante (béton ou enrobés) ainsi que sa remise en état après passage de la canalisation projetée ou pour un raccordement entre ouvrages existants et ouvrages projetés (tranches de travaux) comprenant :

- les frais de recherche des réseaux existants éventuels existants ainsi que leur protection.
- les fouilles, sciage du revêtement de chaussée et décapage de la couche fondation.
- La remise en état de la route ou du trottoir et toutes sujétions pour la remise d'une chaussée répondant aux règles de l'art.

10.2 – TRANSPORT ET POSE DES MÂTS D'ECLAIRAGE Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

Ce prix rémunère à l'unité la manutention soigneuse (montage) et le déplacement des mâts d'éclairage. L'entrepreneur est libre de proposer une solution équivalente répondant aux normes en vigueur.

Il comprend:

- Le transport et la pose des mâts sur l'aire de Beach sport,
- La réalisation des massifs d'ancrage en béton de dimensions similaires à ceux existants,
- Les raccordements et la remise en état de quantité minimale 16 mâts, 16 ampoules de type LED y compris toutes sujétions,
- La puissance en lux sera de 700lux minimale avec un coefficient d'uniformité compris entre 0.5 et 0.7

L'entrepreneur est responsable des travaux de réfection qui se révéleraient nécessaires pendant le délai de garantie et résulteraient des qualités propres des matériaux et fourniture et de leur mise en œuvre et il tenu d'entreprendre ces réparations, dont la nécessité lui sera notifiée par le directeur des travaux.

S'il ne se conforme pas à ces prescriptions, il est pourvu d'office aux remplacements et réparations aux frais de l'entrepreneur, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Les obligations ainsi imposées se prolongent, s'il est nécessaire, au-delà du terme fixé jusqu'à ce que les ouvrages aient été mis en état de réception définitive.

Il est également responsable des dégâts que dans les mêmes conditions, pourraient occasionner les installations (par exemple : la chute d'un candélabre).

10.3 - FOURNITURE ET POSE DE CÂBLE 4x6mm² SOUS FOURREAUX Ø63, Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

L'installation sera réalisée en câble 4x6mm² posé sous fourreau et enrobé dans 20 cm de ponce ou sable. Les fourreaux permettant le passage des câbles devront être du type TPC conforme aux règles définies dans le C.C.A.P. et le préambule au présent C.C.T.P.

Chaque câble ne devra pas occuper plus du tiers de la section intérieure de son fourreau. La présence des canalisations devra être signalée par un grillage avertisseur rouge.

Lors de la pose des câbles, l'entrepreneur devra veiller au bon déroulement de ceux-ci. Les câbles ne devront pas subir de traction susceptible de détériorer les isolants et on devra veiller au respect des rayons de courbure minimum.

Les raccordements aux candélabres devront se faire soit par cosse, soit par bornier à vis.

10.4 - CÂBLE DE TERRE 25mm²

La mise à la terre sera réalisée par un conducteur cuivre nu servant à la fois de prise de terre et de liaison équipotentielle.

Il sera retenu un câble cuivre nu de section 25 mm². Ce câble de terre reliera entre eux tous les candélabres.

La prise de terre sera connectée à chaque candélabre par une antenne de section $S > 16$ mm en cuivre. Cette antenne sera raccordée sur le câble principal par soudage ou sertissage conformément aux règles définies dans le C.C.A.P. et le préambule au présent C.C.T.P. Le câble de la prise de terre principale devra être autant que possible d'un seul tenant, les éventuels raccords se feront suivant la même méthode que ci-dessus.

La valeur de la prise de terre devra être conforme aux règles définies dans le C.C.A.P. et le préambule au présent C.C.T.P.

10.5 – ARMOIRE DE COMMANDE

Le tableau comprendra les protections des différents circuits, un système de commande automatique composé de :

- un disjoncteur équipé agréé par EDF
- un interrupteur crépusculaire
- un contacteur et un disjoncteur divisionnaire assurant la protection de chaque départ
- un interrupteur permettant la commande marche forcée des circuits.

L'ensemble conforme aux règles définies dans le CCAP et le préambule au présent CCTP.

L'entrepreneur devra tenir compte pour l'équipement de ce tableau :

- du régime neutre : mise à la terre du neutre (schéma TT)
- de la tension d'utilisation 220-380-50 HZ
- des pouvoirs de coupure des disjoncteurs, de leur filiation, de leur sélectivité et des types de déclencheurs
- des courants et temps d'amorçage des lampes à vapeur de sodium haute pression

Ce tableau sera constitué d'une armoire en polyester chargée de fibre de verre - Auto extinguable avec auvent et porte fermant à clé. L'équipement devra se faire à partir de borne numérotée. L'armoire devra

avoir un degré de protection IP = 559 et une capacité supérieure de 30 % à celle qui est nécessaire pour les appareils prévus au schéma.

L'armoire de commande sera fixée au génie civil du poste de transformation par chevilles et vis.

Les circuits seront repérés par étiquettes gravées et fixées par vis ou rivets. L'entrepreneur devra porter un soin particulier au câblage. Il devra également apposer à l'intérieur de l'armoire, sous pochette plastique, un jeu de plans et schéma du tableau réalisé.

10.6 – CHAMBRE DE TIRAGES 40 x 40

Ce prix rémunère la réalisation de la chambre de tirage 40x40 avec couverture fonte comprenant :

- La construction d'un ouvrage en béton armé ou la fourniture et la pose d'un ouvrage préfabriqué.
- Le sciage propre des enrobés si nécessaire ou de tout autre revêtement de surface.
- Les terrassements en déblais et leur évacuation.
- Le béton de propreté si nécessaire.
- La construction ou la mise en place de l'ouvrage.
- La fourniture, le transport et la pose de la couverture fonte classe à déterminer en fonction du trafic.

10.7 - CONFORMITE DU CONSUEL

La mise en service de cette installation ne pourra se faire qu'après l'avis favorable d'une autorité (Consuel).

10.8 - PERCEMENT MUR ET PROTECTION (GOULOTTE)

Ce prix rémunère forfaitairement les travaux liés à l'acheminement du réseau d'éclairage public vers le Tableau Général Basse Tension (TGBT) situé dans l'enceinte du CREPS ANTILLES GUYANE.

Il comprend toutes sujétions de perçement et la remise en état, des parois en béton armé ou tout autre matériau pour le passage des câbles sous gaines. Des goulottes PVC permettront le cheminement du câble jusqu'à l'armoire de commande.

11 – LOCAL ET CARBETS

11.1 – TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE D'UN LOCAL MATERIEL ET STOCKAGE ET 2 CARBETS Y COMPRIS TOUTES SUJETIONS

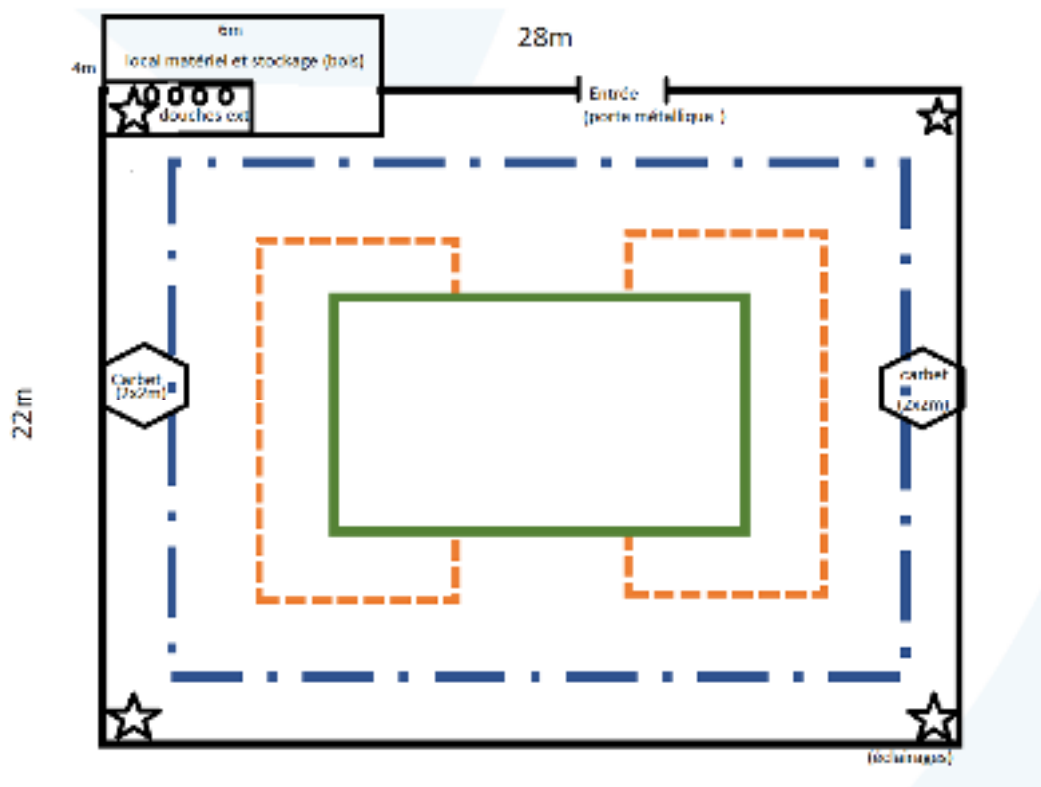
Ce prix rémunère forfaitairement la mise en œuvre d'un local fermé de matériel et de stockage mitoyen à l'aire de jeu et la construction et installation de 2 carbets, de surface minimale de 4m² et hauteur minimale de 2.7m. Ces ouvrages proposeront une réflexion éco responsable dans leur mise en œuvre. L'entrepreneur proposera une solution permettant la séparation physique du sable et des ouvrages afin de garantir l'absence de pollution du sol en terre.

Le local matériel et de stockage donnera accès, de l'extérieur, à un système de douche (quantité minimale 2) pour faciliter le confort des entrainants. L'entrepreneur devra prendre en compte l'étanchéité de la zone humide et le raccordement au système de récupération des eaux. Les dimensions et l'endroit d'implantation de la solution sécurisée de stockage est à l'appréciation de l'Entrepreneur soumis à validation de la MOA et MOE. Cet espace devra être à l'extérieur de la zone de pratique et dans l'enceinte fermée.

Les dimensions et le lieu d'implantation des carbets est à l'appréciation de l'Entrepreneur, soumis à validation de la MOA et MOE. L'accès des carbets se fera par le terrain. Chaque carbet aura une porte de dimension normale de 90cm s'ouvrant de l'extérieur.

Pour la mise en œuvre de chaque ouvrage, l'entrepreneur fournira un dossier d'exécution technique contenant des plans, des notes de calcul, des méthodologies, des fiches techniques, ...et autres, soumis à validation.

Ce schéma ci-dessous est un schéma de principe. L'entrepreneur devra soumettre un plan de masse visualisant l'implantation de tous les éléments de l'aire de jeu : le local, les carbet, les alimentations, les déversements, la clôture, les poteaux, l'éclairage et autres, pour validation du Maître d'Œuvre.



12 - LISTE DES DOCUMENTS UTILES

1. Plan de situation du projet,
2. Relevé topographique,
3. Plan général des bâtiments avoisinants,
4. Plans des réseaux VRD existants (quantité : 3 plans),
5. Le cahier des charges de la Fédération Française de Volley-Ball (FFVB), pour le Beach Volley,
6. CCT 2023 VW Beach Pro Tour Challenge Rider
7. Le cahier des charges construction de Beach Tennis de la Fédération Française de Tennis (FFT)
8. CCP Paris 2024 - 2018 - CdC CPJ volleyball_FFVB
9. Calendrier prévisionnel d'exécution
10. PGC
11. Les réponses au DT
12. Etude de sol

FIN DU C.C.T.P.

Fait à le

Signature de l'entrepreneur

« Lu et approuvé »